

## Sauver la liberté d'informer La protection des sources est essentielle pour la presse

**V**eut-on tuer la liberté d'informer ? Avec l'affaire Woerth-Bettencourt, c'est bien ce principe fondamental qui a été dangereusement ébranlé ces dernières semaines. Que voit-on ? Les services secrets, des policiers, des magistrats qui se procurent les relevés téléphoniques de journalistes pour identifier leurs correspondants. Ou encore des ordinateurs volés à des journalistes qui enquêtent sur des affaires sensibles.

L'essence même de notre métier est de poser des questions à qui bon nous semble afin que chaque citoyen puisse être informé. Chercher à savoir à qui nous nous adressons revient, à l'évidence, à bafouer le secret des sources que le législateur a prétendu protéger à travers la loi de janvier 2010. Ses insuffisances, dénoncées dès sa promulgation, sautent aujourd'hui aux yeux. Ce texte est déjà si malmené par les uns, voire piétiné par les autres, qu'il est urgent de l'abroger et de le remplacer par un dispositif garantissant réellement ce secret, en sanctionnant ceux qui le violent délibérément.

Car l'un des plus hauts responsables de la police l'a reconnu publiquement : ce ne sont pas les journalistes qui intéressent l'Etat, mais leurs sources. Quel peut être le but de telles affirmations si ce n'est effectivement d'intimider et de tarir ces mêmes sources qu'il s'agit de citoyens, de fonctionnaires, de magistrats, d'avocats, de syndicalistes, d'hommes d'affaires... C'est par l'espionnage des journalistes, en cherchant à identifier leurs sources, que s'opère cette atteinte inacceptable à la liberté de l'infor-

mation. Et par conséquent, au droit à l'information de chaque citoyen.

Ces méthodes, peu compatibles avec la nature de la démocratie, sont d'autant plus insidieuses qu'elles s'abritent derrière les intérêts supérieurs de l'Etat, alors qu'en l'espèce, l'affaire Bettencourt est une affaire privée. Au nom de l'intérêt de la nation, défini par quelques-uns, faudrait-il que tout scandale soit étouffé, la fin justifiant les moyens ?

Le secret des sources est consacré par la Cour européenne des droits de l'homme et il est bien évident qu'une presse indépendante, curieuse – mais aussi rigoureuse –, constitue un pilier de la démocratie. Si nous, journalistes, tenons tant à ce secret-là, c'est justement parce qu'il ne nous appartient pas. Notre rôle consiste à vérifier, recouper, mettre en perspective les informations que nous recueillons. Protéger nos sources, célèbres ou non, c'est nous assurer qu'elles ne se tariront pas de crainte d'être démasquées. La motivation de nos sources leur appartient, ainsi que la décision de rendre publique des informations dont elles ont connaissance. En ce sens, le secret que défendent les journalistes est d'autant plus noble et légitime qu'il est celui des autres. L'objectif de cette tribune n'a pas pour but de protéger les intérêts ou les privilèges supposés de notre profession. Car ces violations répétées, ces entraves à l'exercice du métier d'informer menacent d'abord, lecteurs, votre droit à l'information et donc une part de votre liberté. ■

Association des journalistes de la presse judiciaire et Forum des sociétés de journalistes

## Quelques remarques

DANS LA TRADITION de débat et d'ouverture qui est la sienne, *Le Monde* publie le point de vue de Jean-Marie Colombani, ancien directeur du groupe, en réponse à l'éditorial d'Eric Fottorino du 4 novembre.

**Q**u'il me soit permis de porter à la connaissance des lecteurs du *Monde* quelques remarques en réponse à l'éditorial d'Eric Fottorino.

La qualité de directeur du *Monde* impose, me semble-t-il, d'assumer une histoire, celle de cette maison, toute son histoire, avec ses hauts et ses bas, ses combats et parfois ses erreurs.

En même temps cette qualité comporte l'obligation d'assumer sa responsabilité. Que n'a-t-on moqué dans ces colonnes – à juste titre – les petits politiciens qui n'ont, croient-ils, pour viatique que la dénonciation du « *lourd héritage* » de leurs prédécesseurs, ces pelés, ces galeux par qui le malheur arrive !

Trois ans et demi, c'est une durée raisonnable pour apprécier la qualité d'un mandat – n'est-ce pas la période sur laquelle, de facto, l'opinion juge un président aux Etats-Unis ? Or ce qui est advenu au bout de ces trois ans et demi porte un nom : la faillite.

Il eût été plus convenable, et conforme à l'idée que l'on doit se faire de la fonction première au *Monde*, de l'assumer. Après tout, la crise de la presse quotidienne est bien là, profonde, historique, dévastatrice : elle a sa part dans ce bilan.

Mais une autre part, moindre sans doute mais bien réelle, tient à l'abandon par le directeur actuel, sous la pression de celles et ceux qui y étaient hostiles, de la stratégie de développement que j'ai construite et conduite. A treize années de patiente construction, pour assurer l'avenir, ont succédé trois années de déconstruction. Il y avait, aux dires de certains, un « plan B ». Il

## Jean-Marie Colombani

Ancien directeur du « *Monde* » (1994-2007) Directeur de Slate.fr

n'y en eut point. Rien d'autre que la marche vers le mur annoncé.

Pendant treize années, je m'enorgueillissais – car il faut avoir, pour cette maison, de l'orgueil aussi – d'avoir successivement, et avec succès : sauvé le journal d'une menace avérée de faillite en 1994 par une formidable relance éditoriale ; doté ce même journal, au tournant des années 2000, de son arme pour l'avenir, à savoir son navire Internet (Lemonde.fr, dont le leadership a été hélas abandonné) ; et construit, autour du journal, un groupe constitué, aux dires mêmes des désormais « propriétaires » du *Monde*, de titres « prestigieux ». Groupe amputé au gré des ventes d'actifs qui ont tenu lieu de stratégie.

### Indépendance orgueilleuse

La construction du groupe n'avait qu'un seul but : inscrire *Le Monde* dans un périmètre économique suffisamment large pour que son indépendance soit préservée. Elle s'est faite, il est vrai, à marche forcée. Et grâce à un endettement important que le poids de la crise – comme dans tant d'autres groupes de presse – avait rendu excessif. Une recapitalisation avait donc été préparée, appuyée par deux de nos actionnaires de presse qui, comme tous les autres actionnaires, soutenaient cette stratégie : Prisa et Lagardère. Cette recapitalisation-là, compte tenu du périmètre du groupe, n'eût emporté aucune conséquence sur le contrôle du *Monde*. Les nouveaux

## Mettre fin à l'impuissance du G20 Eviter le risque de devenir un club de riches

**L**e 11 novembre va s'ouvrir, dans la capitale coréenne, le G20 de tous les dangers. Cette institution, dont l'officialisation en novembre 2008 doit beaucoup à Nicolas Sarkozy, alors président de l'Union européenne, a fait naître, lors de sa création, d'immenses espoirs. On sortait enfin d'une gouvernance mondiale assurée par le G8, c'est-à-dire par le club des pays... les plus endettés de la planète (au premier rang desquels figuraient les Etats-Unis et la France).

Le G20 permettait d'associer au pilotage de l'économie mondiale les pays émergents (et en particulier les BRIC : Brésil, Russie, Inde, Chine) qui, non seulement n'avaient pas cédé au mirage de la financiarisation à l'origine de la crise actuelle, mais contribuaient, pour plus de la moitié, à la création de richesses à l'échelle mondiale. On allait enfin pouvoir discuter avec ceux qui détenaient les véritables clés de la sortie de crise et on allait enfin mettre en œuvre une réforme financière de grande ampleur permettant de ne pas retomber dans les ornières de la dérégulation débridée et de la titrisation tous azimuts.

Las. Après que se sont tenus déjà quatre G20, le bilan de ce supposé sommet paraît plutôt maigre. Il était normal que le premier G20, à Washington en novembre 2008, s'en tienne à de simples déclarations d'intention. Deux mois à peine après la faillite de Lehman Brothers qui avait mis sur le flanc la finance mondiale, ces déclarations, aussi généreuses que floues, avaient quand même contribué à rassurer les marchés. Le seul G20 qui déboucha sur des mesures vraiment concrètes fut celui de Londres en avril 2009.

Trois chantiers furent, à cette occasion, ouverts et, pour partie, menés à bien : le renforcement des moyens financiers du Fonds monétaire international (FMI), la lutte contre les paradis fiscaux et la régulation des bonus des traders. Même si les déclarations triomphalistes faites à cette occasion (du type de celle de Nicolas Sarkozy sur le thème « *Le temps du secret bancaire est révolu* ») font, avec le recul, sourire, le G20 de Londres a marqué la volonté des principaux gouvernements de la planète de mettre en place de nouvelles règles de jeu.

Mais, depuis Londres, rien ou presque n'est sorti des G20. A Pittsburgh, en septem-

## Olivier Pastré

Professeur à l'université Paris-VIII

bre 2009, la seule avancée a été une demande de réforme de la gouvernance du FMI (c'est le moins que l'on puisse demander à une institution dans laquelle le Brésil disposait de moins de droits de vote que la Belgique !). Quant au sommet de Toronto, en juin 2010, il a été complètement neutralisé par un double conflit : entre les Etats-Unis et l'Europe sur la relance budgétaire voulue par Barack Obama, et entre l'Europe et les pays se considérant comme vertueux en matière d'« innovations financières » (Canada, Australie, Japon, etc.) sur les taxes bancaires.

Nous en sommes là, à 3. Trois sommets réduits à l'impuissance, sans odeur et sans saveur, de par les conflits d'intérêts opposant leurs participants de manière irréductible, contre un seul véritablement opérationnel, même si peu suivi d'effets. C'est là que les enjeux du sommet de Séoul prennent leur véritable dimension. Soit la réforme en profondeur du système financier mondial franchit une nouvelle étape à cet-

« Je supplie le président de la République, à cette occasion historique, de ne pas lâcher la proie pour l'ombre »

te occasion, soit le G20 risque de se trouver relégué au rôle du « club des riches », faisant mine de découvrir avec émerveillement que le soleil se lève à l'Est et qu'il vaut mieux être riche et en bonne santé que pauvre et malade !

Il faut se réveiller. En reconnaissant d'abord que la crise n'est pas finie. Et en acceptant l'idée que, sur la plupart des fronts, la réforme financière piétine. Qu'a-t-on fait en matière de supervision des hedge funds ou des agences de notation, en matière de réforme des marchés dérivés, en matière de coordination des

politiques monétaires et budgétaires, en matière de lutte contre le protectionnisme, en matière de révision des normes comptables et prudentielles ? Rien ou presque. Si aucun progrès n'est réalisé à Séoul dans ces différents domaines, il y a fort à craindre que, les mêmes causes provoquant les mêmes effets, un nouveau krach financier mondial soit « au coin de la rue ».

La tentation des participants au G20 consiste à « botter en touche » sur la réforme financière et à se consacrer, corps et âme, à de nouvelles problématiques. La plus récente et la plus relayée par les médias est celle de la « guerre des monnaies ». Cette guerre existe bien, et pollue le commerce mondial. Mais, cette guerre a toujours existé et, surtout, elle implique, pour qu'un terme lui soit trouvé, des réformes en matière de rééquilibrage de l'épargne mondiale qui sont hors de portée de tout G20 pour les vingt ans qui viennent.

Cela permet d'éclairer les choix qui seront à opérer lors de la future présidence française du G20, qui va démarrer après Séoul. Je supplie le président de la République, à cette occasion historique, de ne pas lâcher la proie pour l'ombre. Les projets qu'on lui prête de réformer à la fois l'Organisation des Nations unies (ONU) et le système monétaire international sont extrêmement mobilisateurs et ambitieux.

Mais ils sont vains. Car, hors de portée d'une communauté internationale qui peine à coopérer sur des projets bien plus terre à terre. Qui trop embrasse, mal étirent. La présidence française du G20 s'honorerait si, sur les principaux chantiers de réforme financière évoqués précédemment, des progrès effectifs étaient réalisés comme ce fut le cas à Londres. Cet objectif est peut-être moins glamour que celui de la « paix des monnaies », mais il est, sur le fond, incroyablement plus ambitieux.

Pour revenir au G20 de Séoul, deux solutions. Soit de véritables progrès sont réalisés, à commencer par la création d'un secrétariat permanent du G20. Soit il y a fort à parier que les marchés, inquiétés par l'absence de pilote dans l'avion, nous le fassent payer, dans un futur proche. Et pourquoi alors ne pas préférer à ce forum de velléitaires, un G9 (le G8 + la Chine) de crise, plus ramassé et donc plus opérationnel. Messieurs les « maîtres du monde », le choix vous appartient... ■

## Xavier Bertrand : « L'antisarkozysme est le faux ciment de la gauche »

### DIMANCHE SOIR POLITIQUE

France Inter - « Le Monde » - iTélé avec Dailymotion

#### Xavier Bertrand

secrétaire général de l'UMP

**Dominique de Villepin, membre de l'UMP, estime que Nicolas Sarkozy est aujourd'hui « un des problèmes de la France ». Comment réagissez-vous ?**

Je crois que ce que cherche Dominique de Villepin, c'est qu'on réagisse à ses propos. Il cherche à faire « le buzz », comme on dit.

**Vous êtes secrétaire général de l'UMP, n'allez-vous pas le sanctionner ?**

Ce sont plutôt les militants qui condamnent un tel comportement. Les précédentes déclarations de Dominique de Villepin ont suscité au siège de l'UMP des appels, des lettres et des mails pour condamner le jeu de la division et des ambitions personnelles. En politique, vous avez le choix entre la formule choc pour faire parler de vous ou les idées chocs pour faire avancer le débat. Tous les hommes politiques qui ont cherché plutôt à faire la petite phrase contre leur camp n'ont jamais réussi.

**François Fillon semble s'être déclaré la semaine dernière candidat à sa propre succession. Va-t-il finalement rester à Maignon ?**

François Fillon n'a pas dit cela. C'est le président de la République et personne d'autres qui choisit son premier ministre.

**Le couple fonctionne-t-il bien ?**

Ils se connaissent depuis longtemps. Ils ont travaillé ensemble avant l'élection présidentielle. Vous savez la place particulière qu'occupait François Fillon. Toutes les réformes engagées depuis, ils les ont faites ensemble. Entre eux, c'est une relation de confiance.

**Faut-il un virage social, comme semble le dire Jean-Louis Borloo ?**

Non, c'est la même logique de réforme qui va continuer après le remaniement mais avec de nouvelles priorités. La première, c'est de sortir complètement de la crise, en agissant pour l'emploi des jeunes et celui des seniors, les deux n'étant absolu-

ment pas incompatibles. Il faut aussi poursuivre l'entreprise de modernisation de notre pays, la réduction des déficits publics, de la dette et, enfin, répondre au besoin de sécurité et de protection de nos concitoyens.

**Le président de la République doit-il changer son mode de gouvernance ?**

Il va rester très impliqué, comme il l'a été depuis 2007, mais avec un gouvernement plus resserré, des ministres entièrement consacrés à leur département ministériel, et une forme d'obligation de résultat. C'est ce qu'attendent les Français.

**Les manifestations contre la réforme des retraites ont révélé un antisarkozysme puissant. Cela ne vous inquiète-t-il pas pour 2012 ?**

Non, l'antisarkozysme est aujourd'hui le faux ciment de la gauche, une façon de masquer son manque d'idées et de courage. Cela lui sera reproché en 2012. Je préfère des sondages pas très bons et des réformes qui vont dans le bon sens à l'immobilisme.

Je porte un jugement très sévère sur le Parti socialiste. Il s'est mis à la remorque du mouvement social au lieu de défendre une ligne claire. Je crois qu'en politique, il faut avoir le courage de renoncer à l'hypocrisie.

**Beaucoup de Français ont le sentiment d'une politique injuste. Allez-vous répondre à leur inquiétude ?**

Toutes les crises accentuent les inégalités. Ce n'est pas le fait de notre politique. Nous devons le dire, faire de la pédagogie et refuser de laisser caricaturer notre action. Si nous parvenons, dans la dernière partie du quinquennat, à faire baisser le chômage, à lutter contre les fraudes, à miser sur le travail, ce sera de la justice.

**Claude Guéant a-t-il raison de porter plainte contre Mediapart qui accuse le secrétaire général de l'Elysée de piloter des opérations illégales de surveillance ?**

Bien sûr qu'il a raison. C'est la seule façon de rétablir la vérité et de mettre un terme aux insinuations. ■

Propos recueillis par Jean-François Achilli, Jean-Jérôme Bertolus et Françoise Fressoz